

## Rôles de la Banque Centrale de la République de Guinée dans la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine

### Roles of the Central Bank of the Republic of Guinea in the African Continental Free Trade Area

**Ibrahim Ag ELMOCTAR**

Enseignant-Chercheur

Université de Labé (UL), Hafia, Guinea

Centre Universitaire en Recherche Economique et Sociale (CURES-USSGB)

<https://orcid.org/0009-0005-2443-9047>

**Fawaz A. Adéchinan Aminou**

Université de Labé (UL), Hafia, Guinea

Centre de Recherche en Economie de l'Université d'Abomey-Calavi (CRE-UAC)

<https://orcid.org/0000-0002-8439-2085>

**Thierno Hassirou SOW**

Université de Labé (UL), Hafia, Guinea

Laboratoire de Recherche en Sciences Economiques et Sociales (LARSEES)

<https://orcid.org/0009-0004-1458-3427>

**Mbaye DIENE**

Université de Labé (UL), Hafia, Guinea

Consortium pour la Recherche Economique et Sociale (CRES)

**Date de soumission** : 30/08/2025

**Date d'acceptation** : 03/11/2025

**Pour citer cet article** :

ELMOCTAR. I.A. & AL. (2025) « Rôles de la Banque Centrale de la République de Guinée dans la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine », Revue Française d'Économie et de Gestion « Volume 6 : Numéro 11 » pp 560-577.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons

Attribution License 4.0 International License



## Résumé

La Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAf) constitue pour la Guinée à la fois une opportunité stratégique et un révélateur de ses fragilités macroéconomiques et institutionnelles. En mobilisant une approche qualitative enrichie par des données empiriques couvrant la période 2015–2024, cette étude analyse le rôle de la Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG) dans la perspective de l'intégration régionale. Les résultats mettent en évidence une inflation structurellement élevée, des réserves de change limitées, une croissance faiblement diversifiée, une faible inclusion financière malgré l'essor du mobile money, ainsi qu'un faible niveau d'intégration commerciale intra-africaine. En comparaison avec les expériences de l'UEMOA, de la CEMAC et de la SADC, la Guinée doit engager des réformes profondes pour moderniser ses systèmes de paiement, renforcer l'interopérabilité financière et promouvoir la coopération technique régionale. La réussite du pays dans le cadre de la ZLECAf dépendra ainsi de la capacité de la BCRG à transformer ses contraintes actuelles en leviers de crédibilité, d'inclusion et de convergence régionale durable.

**Mots-clés :** Banque centrale ; ZLECAf ; Intégration financière ; Inclusion financière ; Stabilité macroéconomique ; Systèmes de paiement.

**Codes JEL :** E58, F15, O55, G21, E44, F63.

## Abstract

The African Continental Free Trade Area (AfCFTA) represents both a strategic opportunity and a structural challenge for Guinea. This paper analyzes the role of the Central Bank of the Republic of Guinea (BCRG) in supporting macroeconomic stability, financial inclusion, and monetary convergence within the AfCFTA framework. Using a mixed qualitative and comparative approach based on institutional reports and regional data for 2015–2024, the study highlights persistent inflation, limited foreign reserves, and low banking penetration despite the rapid growth of mobile money. The findings suggest that Guinea's successful integration into the AfCFTA will depend on the BCRG's capacity to modernize payment systems, strengthen monetary credibility, and foster regional cooperation for inclusive and sustainable development.

**Keywords:** Central Bank; AfCFTA; Financial Integration; Financial Inclusion; Macroeconomic Stability; Payment Systems.

**Codes JEL :** E58, F15, O55, G21, E44, F63.

## Introduction

La création de la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAf), entrée en vigueur en janvier 2021, constitue l'une des initiatives les plus ambitieuses de l'Union Africaine pour accélérer l'intégration économique du continent. En regroupant 54 pays – soit un marché potentiel de 1,3 milliard de consommateurs et un PIB cumulé estimé à 3 400 milliards de dollars – la ZLECAf vise à réduire les barrières commerciales et à stimuler le commerce intra-africain, encore limité à environ 16 % des échanges du continent, contre plus de 60 % en Europe et 50 % en Asie. Cette faible intégration traduit la persistance de la fragmentation des marchés, la faiblesse des infrastructures et la dépendance structurelle des économies africaines vis-à-vis des exportations extrarégionales.

Sur le plan théorique, ce travail s'inscrit dans la lignée des approches de l'intégration économique régionale (Balassa, 1961) et des zones monétaires optimales (Mundell, 1961 ; McKinnon, 1963), qui postulent que la réussite d'un espace économique intégré repose sur la convergence macroéconomique, la stabilité monétaire et la fluidité des transactions financières. De plus, la littérature récente sur la théorie institutionnaliste de la monnaie (North, 1990 ; Arestis & Sawyer, 2006) souligne le rôle stratégique des banques centrales dans la crédibilité et la performance des unions économiques. Dans ce cadre, la Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG) apparaît comme un acteur pivot de la participation effective de la Guinée à la ZLECAf.

La réussite de la ZLECAf ne dépend donc pas uniquement de la libéralisation commerciale : elle exige une stabilité macroéconomique durable, une politique monétaire crédible et la modernisation des systèmes financiers. En Guinée, la BCRG, garante de la stabilité monétaire et de la régulation bancaire, se trouve au cœur de cet impératif de transformation. Pourtant, l'économie guinéenne demeure marquée par plusieurs fragilités structurelles : non-convertibilité du franc guinéen, inflation récurrente, réserves de change limitées, faible taux de bancarisation et forte dépendance aux exportations minières. Ces contraintes menacent la résilience financière du pays et limitent sa capacité à tirer pleinement profit de la ZLECAf.

Dans ce contexte, la problématique centrale de cette recherche peut être formulée ainsi : Dans quelle mesure la Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG) peut-elle renforcer la stabilité monétaire et l'inclusion financière pour favoriser la réussite de la ZLECAf à travers une gouvernance institutionnelle crédible et une coopération régionale accrue ?

Pour répondre à cette question, l'étude mobilise une approche qualitative et comparative, fondée sur :

- une analyse documentaire approfondie des rapports institutionnels (CEA, BAD, Afreximbank, FMI, BCRG) sur la période 2015–2024 ;
- une analyse comparative régionale inspirée des expériences de l’UEMOA, de la CEMAC et de la SADC en matière d’intégration monétaire et financière ;
- et une interprétation systémique des interactions entre politique monétaire, inclusion financière et infrastructures de paiement (notamment le Pan-African Payment and Settlement System – PAPSS).

Les résultats attendus permettront de dégager des leviers d’action pour la BCRG autour de quatre axes :

- (i) Renforcement de la crédibilité monétaire par une meilleure coordination entre politique budgétaire et politique monétaire ;
- (ii) Modernisation des systèmes de paiement et interopérabilité financière, en particulier par l’adoption du PAPSS et la digitalisation des transactions ;
- (iii) Promotion de l’inclusion financière via la bancarisation, le mobile money et les fintechs ;
- (iv) Renforcement de la coopération technique et institutionnelle avec les autres banques centrales africaines.

La valeur ajoutée de ce travail réside dans son approche intégrée : il ne se limite pas à une évaluation descriptive du rôle de la BCRG, mais propose un cadre analytique reliant la politique monétaire nationale à l’agenda continental de la ZLECAf. En articulant les dimensions monétaires, financières et institutionnelles, cette recherche contribue à une meilleure compréhension du rôle des banques centrales africaines dans la réussite de l’intégration continentale. Pour la Guinée, elle fournit une base empirique et stratégique permettant à la BCRG de transformer ses contraintes actuelles en leviers de crédibilité, d’inclusion et de compétitivité régionale.

## 1. Revue de littérature

Les théories classiques de l’intégration économique, notamment celles de Mundell (1961) et Balassa (2013), constituent les piliers conceptuels de la réflexion sur les unions économiques et monétaires. Balassa (1961) définit l’intégration comme un processus progressif allant de la zone de libre-échange à l’union économique et monétaire complète, impliquant une harmonisation accrue des politiques économiques. Mundell (1961), pour sa part, met en avant la notion de « zone monétaire optimale », fondée sur la mobilité des facteurs de production et la flexibilité des prix. Ces approches soulignent que la réussite d’une union économique repose

autant sur la suppression des barrières tarifaires que sur la mise en place d'institutions capables d'amortir les chocs asymétriques et de garantir la stabilité macroéconomique.

Les analyses contemporaines des unions économiques, telles que celles de De Grauwe (2020) et Lane (2012), confirment la pertinence de ces fondements. À travers l'expérience de la zone euro, ces auteurs montrent que l'absence de coordination entre les politiques budgétaires et monétaires fragilise la résilience des unions face aux crises financières. Transposé au contexte africain, ce constat implique que les banques centrales doivent devenir des acteurs majeurs de la convergence économique et de la stabilité financière, en renforçant leur indépendance, leur crédibilité et leur capacité d'innovation.

Au cours de la dernière décennie, l'intégration économique africaine a été profondément influencée par la digitalisation des services financiers. Les travaux récents mettent en évidence l'émergence du mobile money et des fintechs comme leviers de transformation structurelle. Selon Asongu *et al.*, (2024), les innovations dans le mobile money contribuent à la réduction des inégalités de revenus et favorisent l'inclusion des femmes, consolidant ainsi le lien entre inclusion financière, genre et croissance inclusive. De même, Appiah-Otoo (2023) montre que la diffusion du mobile banking améliore la résilience financière des ménages africains, tout en favorisant la formalisation des échanges et la productivité du secteur informel.

Selon Raithatha & Storchi (2025), l'Afrique subsaharienne demeure la région la plus dynamique au monde en matière de services financiers mobiles, avec plus de 1,1 milliard de comptes enregistrés et un revenu moyen par utilisateur en forte progression. Ces tendances témoignent d'une maturité croissante des services digitaux et d'une transformation structurelle des systèmes de paiement (GSMA, 2025). Toutefois, comme le soulignent Mashamba & Gani (2023), ces innovations nécessitent un environnement réglementaire solide et une interopérabilité accrue pour éviter une intégration fragmentée.

Les expériences africaines d'intégration monétaire, telles que celles de l'UEMOA et de la CEMAC, offrent des enseignements pertinents. Les rapports de la BCEAO (2022) et de la BEAC (2023) soulignent que la mise en place de monnaies communes et de critères de convergence macroéconomique a contribué à stabiliser l'inflation et à renforcer la discipline budgétaire. Dans la SADC, le SIRESS (*SADC Integrated Regional Electronic Settlement System*) a permis de réduire significativement les coûts et délais des règlements transfrontaliers (Ngouhouo & Nchofoung, 2022).

Dans le cadre de la ZLECAf, l'initiative PAPSS (*Pan-African Payment and Settlement System*) marque une avancée majeure vers une intégration financière continentale. Ce système facilite

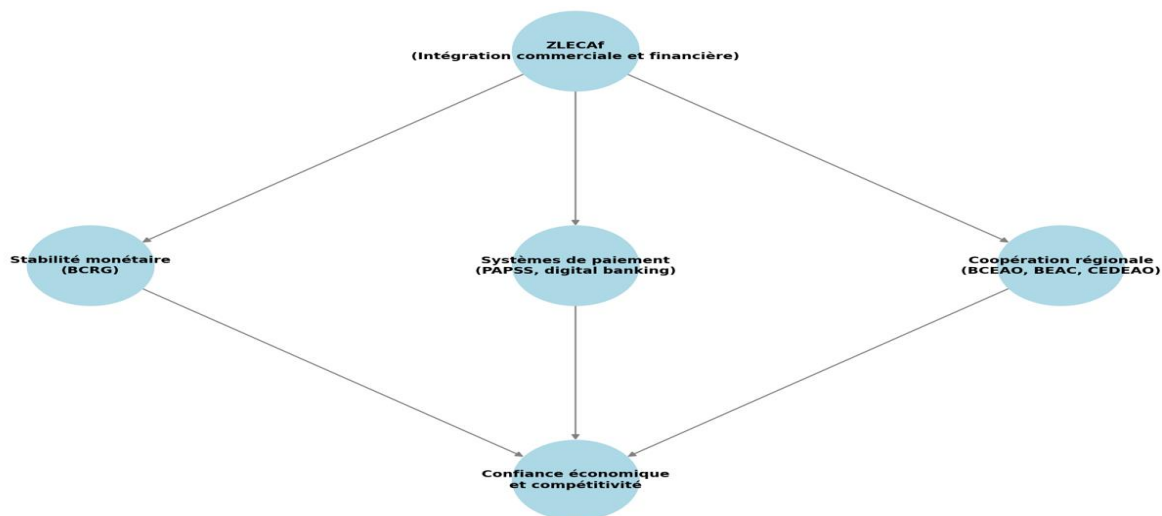
les paiements intra-africains en monnaies locales, réduisant la dépendance au dollar et à l'euro, tout en stimulant les échanges régionaux (Monye & Monye, 2022). Cependant, la réussite de telles initiatives repose sur la capacité des banques centrales nationales, comme la BCRG en Guinée, à développer des infrastructures techniques robustes et des cadres institutionnels adaptés.

La littérature récente s'accorde sur le rôle central de l'inclusion financière dans la croissance inclusive (Demirgüç-Kunt *et al.*, 2018 ; World Bank, 2022). En Guinée, malgré les progrès observés, le taux de bancarisation reste inférieur à 25 %, et la non-convertibilité du franc guinéen constitue un frein majeur à la compétitivité externe et à l'intégration régionale. Selon Kose *et al.*, (2005) et Mathieson (1988), les monnaies non convertibles engendrent des coûts supplémentaires liés aux primes de risque, à la volatilité des changes et à la perte de confiance des investisseurs.

Dans ce contexte, Reid & Siklos (2020) soutiennent que la crédibilité des politiques monétaires africaines repose sur la transparence, la communication et la régularité de la publication des rapports macroéconomiques. Pour la Guinée, la clarification des objectifs de stabilité, la modernisation du cadre de politique monétaire et une ouverture progressive vers la convertibilité partielle du franc guinéen pourraient renforcer la confiance des marchés et des partenaires régionaux.

L'ensemble de ces travaux montre que l'intégration économique africaine repose aujourd'hui sur un double pilier : (i) la consolidation institutionnelle des unions monétaires existantes, et (ii) la transformation numérique des systèmes financiers. La convergence de ces dynamiques suppose des banques centrales plus proactives, des régulations adaptées à l'innovation, et une coordination renforcée entre les politiques monétaires, budgétaires et technologiques. Ces leviers apparaissent essentiels pour permettre à l'Afrique de tirer pleinement parti du potentiel de la ZLECAf et des innovations financières émergentes.

### Graphique N°1 : Schéma conceptuel du rôle de la BCRG dans la ZLECAf



Source : Élaboration des auteurs à partir de la littérature théorique et institutionnelle (CEA, Afreximbank, BCRG, 2020–2025).

Le schéma ci-dessus illustre les principaux axes d'intervention stratégique de la Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG) dans la mise en œuvre de la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAf). Il s'inscrit dans la perspective d'un approfondissement de l'intégration économique africaine soutenu par une convergence macroéconomique, une stabilité monétaire et une inclusion financière accrue (CEA, 2023 ; Sule *et al.*, 2024).

#### 1.1. Stabilité monétaire et crédibilité institutionnelle

La stabilité des prix demeure un pilier fondamental de la crédibilité de la politique monétaire. Une inflation maîtrisée et une communication transparente de la BCRG renforcent la confiance dans le franc guinéen, améliorent les anticipations des agents économiques et soutiennent la compétitivité des exportations dans le cadre de la ZLECAf (IMF, 2023 ; CEA, 2024). De récents travaux montrent que la crédibilité institutionnelle des banques centrales africaines est positivement corrélée à la convergence nominale et à la résilience macroéconomique dans les unions régionales (Ngouana & Tchana, 2024).

#### 1.2. Modernisation des systèmes de paiement

L'adhésion de la Guinée au Pan-African Payment and Settlement System (PAPSS) constitue un levier majeur pour la réduction des coûts et délais de transaction dans le commerce intra-africain. L'interopérabilité des systèmes de paiement entre banques, opérateurs de mobile money et fintechs renforce la fluidité des échanges et soutient la transformation numérique du secteur financier (Sule *et al.*, 2024 ; He, 2021).

### **1.3. Inclusion financière et digitalisation**

L'élargissement de l'accès aux services financiers — notamment à travers la digitalisation et les innovations fintech — permet de stimuler la participation des ménages et entreprises guinéennes à l'économie intégrée africaine. Plusieurs études soulignent le rôle catalyseur de la digitalisation financière dans la réduction des inégalités d'accès au crédit et dans la formalisation économique (Olaoye *et al.*, 2025 ; Banga *et al.*, 2021).

### **1.4. Coopération régionale entre banques centrales**

La coopération technique, réglementaire et institutionnelle entre les banques centrales africaines constitue un préalable à la stabilité du système financier continental. Cette coordination renforce la supervision macroprudentielle, la compatibilité des normes de paiement et la gestion commune des risques systémiques (Wapmuk & Ali, 2022; Antwi *et al.*, 2024).

En définitive, la BCRG se positionne non seulement comme gardienne de la stabilité monétaire nationale, mais également comme actrice stratégique de l'intégration régionale. Son action, articulée autour de la stabilité, de la modernisation, de l'inclusion et de la coopération, en fait un vecteur essentiel de la réussite de la ZLECAf. Cette approche intégrée justifie les propositions opérationnelles formulées ultérieurement à partir des comparaisons institutionnelles et empiriques.

## **2. Méthodologie de la recherche**

Cette étude adopte une approche mixte, combinant une analyse qualitative institutionnelle et une mobilisation sélective de données quantitatives. Cette double approche vise à éclairer le rôle de la Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG) dans la mise en œuvre de la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAf), en articulant une perspective théorique, institutionnelle et empirique.

### **2.1. Approche documentaire et comparative**

L'analyse documentaire repose sur l'exploitation d'un corpus de rapports institutionnels et de publications scientifiques traitant de l'intégration monétaire, financière et commerciale en Afrique. Les documents examinés incluent notamment ceux de la Commission Économique pour l'Afrique (CEA), de la Banque Africaine de Développement (BAD), de l'Afreximbank, de la BCEAO, de la BEAC, de la BCRG, du Fonds Monétaire International (FMI) et de la Banque mondiale.

Cette approche permet de confronter le cas guinéen aux expériences régionales comparées, en particulier celles de l'UEMOA, de la CEMAC, de la SADC et du COMESA, où des dynamiques

similaires d'intégration monétaire et de modernisation financière sont observées (Ncube & Olayiwola, 2023 ; CEA, 2024 ; Thiébaud, 2024).

## 2.2. Analyse institutionnelle de la BCRG

Une analyse qualitative approfondie des statuts, bulletins, communiqués et rapports annuels de la BCRG est menée pour évaluer la mise en œuvre de ses instruments de politique monétaire, son cadre de régulation bancaire et ses initiatives de digitalisation et d'inclusion financière. Cette analyse est confrontée aux standards continentaux définis par la ZLECAf et aux bonnes pratiques promues par les institutions panafricaines (CEA, 2023 ; Bulagi, 2025).

L'approche s'appuie sur une grille d'analyse inspirée de la méthode d'évaluation institutionnelle développée par Acemoglu & Robinson (2020), qui permet d'examiner la cohérence entre les capacités de la BCRG et les exigences de l'intégration financière africaine.

## 2.3. Indicateurs quantitatifs retenus

Bien que la démarche soit principalement qualitative, des indicateurs statistiques ont été intégrés afin d'appuyer l'analyse institutionnelle et de renforcer la validité empirique des constats (Ngouana & Tchana, 2024). Les indicateurs sélectionnés couvrent cinq dimensions :

- **Stabilité monétaire** : taux d'inflation annuel moyen (2010–2024), réserves de change (en mois d'importations), taux de change du GNF.
- **Performance macroéconomique** : croissance réelle du PIB (moyenne décennale), solde budgétaire (% du PIB).
- **Inclusion financière** : taux de bancarisation (% de la population adulte), nombre de comptes de mobile money, valeur des transactions électroniques (% du PIB).
- **Intégration commerciale** : part du commerce intra-africain dans les exportations guinéennes, comparée aux moyennes de l'UEMOA et de la CEDEAO.
- **Systèmes de paiements** : coûts et délais moyens des règlements transfrontaliers, degré d'adhésion au Pan-African Payment and Settlement System (PAPSS).

Ces variables reflètent la capacité de la BCRG à concilier ses missions nationales de stabilité avec les exigences régionales de convergence et d'harmonisation (IMF, 2023 ; Bulagi, 2025).

## 2.4. Sources statistiques

Les données quantitatives mobilisées proviennent de **sources institutionnelles fiables et actualisées** :

- **Banque mondiale (WDI, Global Findex)** : indicateurs d'inclusion financière et variables macroéconomiques.

- **Fonds Monétaire International (WEO, Regional Economic Outlooks)** : données monétaires et de balance des paiements.
- **Banque Africaine de Développement (BAD) et Afreximbank** : statistiques sur le commerce intra-africain et la finance régionale.
- **Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG)** : rapports annuels, bulletins statistiques, notes de politique monétaire.

Ces données sont croisées afin de garantir la cohérence temporelle et la comparabilité régionale, conformément aux recommandations méthodologiques récentes sur la gouvernance des données africaines (UNECA, 2023 ; Bulagi, 2025).

### 2.5. Limites de la méthodologie

Malgré le recours à des sources diversifiées et triangulées, la recherche présente certaines limites méthodologiques :

- **Incomplétude et retard de publication** de certaines séries statistiques guinéennes.
- **Hétérogénéité des définitions et méthodes** d'harmonisation entre pays africains, notamment sur les indicateurs d'inclusion financière et de digitalisation.
- **Absence de données microéconomiques primaires**, limitant la possibilité d'une évaluation participative des perceptions des acteurs (banques, PME, ménages).

Ces limites appellent à un renforcement de la coopération statistique régionale et à la mise en place de bases de données harmonisées pour mieux suivre l'évolution de l'intégration monétaire et financière africaine (Antwi *et al.*, 2024 ; CEA, 2024).

## 3. Résultats empiriques et analyses du cas guinéen

L'analyse empirique met en évidence les contraintes structurelles et les opportunités émergentes qui caractérisent la position de la Guinée dans le processus d'intégration économique africaine initié par la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAf). Les résultats reposent sur une comparaison régionale avec trois espaces d'intégration : l'UEMOA, la CEMAC et la SADC, afin d'évaluer la capacité de la Guinée à s'insérer durablement dans les dynamiques monétaires, financières et commerciales du continent.

### 3.1. Présentation comparative des indicateurs clés (2015–2024)

Le **Tableau 1** présente une synthèse des principaux indicateurs empiriques relatifs à la stabilité monétaire, la performance macroéconomique, l'inclusion financière et l'intégration commerciale. Les données, issues de la Banque mondiale (WDI, Global Findex), du FMI (WEO), de la BCRG, de la BAD et de l'Afreximbank, couvrent la période 2015–2024.

**Tableau N°1 : Résultats empiriques de la Guinée et comparaison régionale (2015–2024)**

Indicateurs	Guinée	UEMOA	CEMAC	SADC	Commentaires
Inflation moyenne (%)	~10	~3,5	~4	—	Inflation structurellement élevée en Guinée, révélant une faible maîtrise monétaire
Réserves de change (mois d'importations)	3	5	4,5	—	Niveau faible traduisant une forte vulnérabilité externe
Croissance du PIB (%)	5	6,2	—	—	Croissance soutenue mais dépendante du secteur minier
Secteurs moteurs	Mines (bauxite, or)	Agriculture, services	—	—	Faible diversification économique
Taux de bancarisation (%)	23	43	—	48	Retard marqué dans la bancarisation formelle
Mobile money (% population adulte)	32	27	—	35	Dynamisme du mobile money, atout pour l'intégration digitale
Part des exportations vers l'Afrique (%)	14	22	—	—	Faible intégration commerciale intra-africaine
Principaux partenaires africains	Mali, Côte d'Ivoire	Côte d'Ivoire, Sénégal, Nigeria	—	—	Partenariats bilatéraux encore limités

Source : Élaboration des auteurs à partir de la Banque mondiale (WDI, Global Findex), FMI (WEO), BCRG (Rapports annuels 2020–2023), BAD (2023), Afreximbank (2024–2025).

### 3.2. Analyse des résultats

#### 3.2.1. Stabilité monétaire et vulnérabilité externe

La Guinée affiche une inflation moyenne proche de 10 % sur la décennie, soit trois fois supérieure à celle observée dans l'UEMOA. Cette situation traduit la persistance de tensions inflationnistes structurelles liées à la dépendance aux importations alimentaires et énergétiques, ainsi qu'à la volatilité du franc guinéen (IMF, 2024).

Les réserves de change, limitées à environ 3 mois d'importations, soulignent la faible marge de manœuvre de la BCRG pour stabiliser le taux de change et faire face aux chocs exogènes. À l'inverse, les unions monétaires comme l'UEMOA et la CEMAC bénéficient d'un cadre de solidarité régionale qui amortit les fluctuations (AfDB, 2024).

### **3.2.2. Croissance économique : dynamisme minier et faible diversification**

La croissance guinéenne, évaluée à environ 5 % par an, repose essentiellement sur le secteur minier (bauxite, or), qui attire d'importants flux d'investissements directs étrangers (BAD, 2023). Cependant, cette croissance demeure peu inclusive : le secteur agricole reste sous-productif, et la contribution des services est marginale. Les travaux récents de la CEA (2024) confirment que la Guinée présente une structure économique peu diversifiée, exposée aux chocs des prix internationaux.

### **3.2.3. Inclusion financière et transition numérique**

Avec un taux de bancarisation de 23 %, la Guinée reste en deçà de la moyenne régionale. Toutefois, la forte pénétration du mobile money (32 % des adultes) marque une transformation significative du paysage financier.

Les rapports de la GSMA (2024) et de l'Afreximbank (2024) montrent que cette digitalisation pourrait constituer un levier d'intégration financière, à condition d'assurer l'interopérabilité entre opérateurs et banques, et de renforcer la supervision de la BCRG. L'initiative Orange Microfinances Guinée (2024) illustre ce tournant vers une finance inclusive numérique, en élargissant l'accès des ménages ruraux et des femmes aux services financiers.

### **3.2.4. Intégration commerciale et position dans la ZLECAf**

La part des exportations guinéennes vers l'Afrique (14 %) demeure faible comparée à la moyenne de l'UEMOA (22 %). Cette sous-intégration reflète la faible compétitivité hors secteur minier et les insuffisances logistiques et douanières. Selon AUC et Afreximbank (2024), l'adhésion de la Guinée au Pan-African Payment and Settlement System (PAPSS) offre une opportunité de réduction des coûts de transaction et de fluidification des paiements transfrontaliers, essentiels à la mise en œuvre de la ZLECAf.

L'ensemble des résultats indique que la Guinée dispose de fondamentaux économiques dynamiques, mais reste freinée par : une fragilité monétaire persistante, une économie peu diversifiée, une inclusion financière incomplète, et une intégration régionale encore limitée. Ces constats soulignent le rôle stratégique de la BCRG comme catalyseur de l'intégration financière, à travers la consolidation de la stabilité monétaire, la modernisation des paiements, la régulation du mobile money et la coopération avec les autres banques centrales africaines (Antwi *et al.*, 2024 ; Agénor & Pereira da Silva, 2022).

## **4. Discussion**

Les résultats empiriques obtenus mettent en évidence à la fois les potentialités et les vulnérabilités structurelles de l'économie guinéenne dans le cadre de la mise en œuvre de la

Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). Cette section discute les principaux enseignements issus des comparaisons régionales, en insistant sur les spécificités nationales, les convergences africaines, le rôle stratégique de la Banque centrale de la République de Guinée (BCRG) et les perspectives de transformation structurelle.

#### 4.1. Spécificités guinéennes face aux exigences de la ZLECAf

La Guinée affiche une croissance économique soutenue d'environ 5 %, portée principalement par le secteur minier (bauxite, or). Cependant, cette dépendance mono-sectorielle limite la diversification productive et la création d'emplois formels (Banque africaine de développement [BAD], 2023). La faible valeur ajoutée locale réduit les effets multiplicateurs de la croissance sur l'économie réelle et l'inclusion sociale (Olaoye *et al.*, 2025).

Sur le plan monétaire, la non-convertibilité du franc guinéen demeure un obstacle majeur à la compétitivité régionale. Elle accroît les coûts de transaction et freine les échanges intra-africains (FMI, 2024). Par ailleurs, le niveau relativement bas des réserves de change ( $\approx$  3 mois d'importations) accentue la vulnérabilité extérieure et limite la capacité d'absorption face aux chocs exogènes.

Enfin, malgré l'expansion rapide du mobile money (32 % des adultes), le taux de bancarisation reste faible (23 %), reflétant une inclusion financière encore inégale. Cette dualité — dynamisme digital et faiblesse institutionnelle — illustre un modèle d'inclusion « informelle » qui nécessite un meilleur encadrement réglementaire (Esely & Taonezvi, 2024 ; Demirgüç-Kunt *et al.*, 2022).

#### 4.2. Convergences et écarts avec les autres expériences africaines

La comparaison avec d'autres espaces régionaux met en évidence des trajectoires contrastées.

- Dans l'UEMOA et la CEMAC, la stabilité monétaire découle de l'ancrage au franc CFA et de l'unicité de la politique monétaire. Cette architecture institutionnelle a permis de contenir l'inflation et de renforcer la crédibilité macroéconomique (Banque de France, 2023 ; Coulibaly, 2021).
- Dans la SADC et le COMESA, l'intégration monétaire repose davantage sur l'interopérabilité des systèmes de paiement (SIRESS, COMESA Clearing House), sans nécessairement recourir à une monnaie commune (Khan, 2025).

Ces expériences montrent qu'il existe deux voies d'intégration pour la Guinée : (i) une convergence graduelle vers la monnaie unique de la CEDEAO (ECO), nécessitant une discipline macroéconomique accrue ; ou (ii) une intégration fonctionnelle via les infrastructures de paiement panafricaines, notamment le PAPSS (Pan-African Payment and Settlement

System), qui réduit les coûts et délais des transactions transfrontalières (Afreximbank & CEA, 2023; Sangwa *et al.*, 2025).

#### 4.3. Rôle stratégique de la BCRG dans la ZLECAf

La BCRG apparaît comme un acteur pivot de l'intégration économique régionale. Au-delà de son mandat traditionnel de stabilité monétaire, son rôle doit s'élargir vers la facilitation financière et la coopération interbancaire régionale.

Les priorités stratégiques identifiées sont :

- **Renforcer la crédibilité monétaire** à travers la transparence et la communication proactive de la politique monétaire (BCRG, 2024) ;
- **Consolider les réserves de change** pour réduire la vulnérabilité externe et stabiliser le taux de change ;
- **Moderniser les systèmes de paiement** en accélérant l'intégration au PAPSS et en promouvant l'interopérabilité avec les acteurs de la fintech ;
- **Encourager l'inclusion financière**, notamment en soutenant les innovations numériques et les partenariats public-privé ;
- **Intensifier la coopération régionale** avec les banques centrales de la CEDEAO pour préparer la convergence vers l'ECO (CEA, 2023 ; Madala, 2018).

#### 4.4. Défis structurels et perspectives

La Guinée reste confrontée à plusieurs défis majeurs : une inflation persistante et volatile ; une faible diversification productive ; un système financier peu profond ; et une intégration commerciale intra-africaine encore limitée (14 % des exportations). Cependant, des leviers d'amélioration existent. L'essor du mobile money, l'intégration au PAPSS, et les efforts de coopération régionale dans le cadre de la ZLECAf peuvent renforcer la connectivité économique et financière du pays. À moyen terme, la réussite de la Guinée dépendra de sa capacité à consolider ses fondamentaux macroéconomiques tout en s'insérant activement dans les dynamiques de transformation régionale. Cela suppose une articulation cohérente entre politique monétaire, stabilité financière et intégration économique (Khan, 2025 ; UNECA, 2025).

#### Conclusion

L'analyse a mis en évidence le rôle stratégique que joue la Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG) dans la mise en œuvre de la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAf). Si la Guinée dispose d'un potentiel économique avéré, ses performances restent contraintes par plusieurs fragilités structurelles : une inflation persistante, des réserves de

change limitées, une croissance excessivement dépendante du secteur minier, un faible niveau de bancarisation et une intégration commerciale intra-africaine encore marginale. Ces contraintes réduisent sa compétitivité et limitent sa capacité à tirer pleinement profit des opportunités offertes par la ZLECAF.

Dans ce contexte, la BCRG ne peut plus se limiter à son mandat traditionnel de stabilité monétaire. Elle doit élargir son champ d'action pour devenir un levier majeur d'intégration régionale et de transformation économique. Cela implique notamment la modernisation des infrastructures de paiement, le renforcement de l'inclusion financière et la consolidation des partenariats avec les autres banques centrales africaines.

Malgré ces apports, certaines limites subsistent.

L'absence d'une modélisation économétrique ou de panel empêche d'établir une relation de causalité directe entre les politiques de la BCRG et la performance macroéconomique. Les données utilisées, bien que fiables, restent secondaires et agrégées.

De futures recherches pourraient intégrer des données micro-bancaires, des indicateurs de digitalisation financière, ou encore comparer plusieurs banques centrales africaines afin de renforcer la portée empirique des conclusions

À cet égard, plusieurs orientations stratégiques s'imposent :

- **Renforcer la crédibilité de la politique monétaire** à travers une plus grande transparence et une communication proactive ;
- **Constituer des réserves de change plus robustes** afin de réduire la vulnérabilité externe ;
- **Accélérer l'intégration au Pan-African Payment and Settlement System (PAPSS)** pour faciliter les transactions intra-africaines ;
- **Promouvoir l'interopérabilité** entre banques, opérateurs de mobile money et fintechs, afin de dynamiser l'écosystème financier ;
- **Intensifier la coopération technique et institutionnelle** en vue de la convergence vers la monnaie unique de la CEDEAO (ECO).

À moyen terme, le rôle de la BCRG devra évoluer vers celui d'un acteur régional de convergence monétaire, participant activement à la mise en place d'un cadre de coordination africaine des banques centrales.

L'intégration financière ne saurait réussir sans une harmonisation des politiques monétaires, un partage d'informations macro-financières et un renforcement des capacités institutionnelles.

En définitive, la réussite de la Guinée au sein de la ZLECAf dépendra de la capacité de la BCRG à transformer ses contraintes en leviers de développement. En s'affirmant comme un catalyseur de confiance, d'innovation et d'intégration régionale, la Banque centrale pourra non seulement consolider la stabilité économique nationale, mais aussi inscrire la Guinée dans une dynamique continentale de compétitivité, de résilience et de prospérité durable.

### Références bibliographiques

Acemoglu, D., & Robinson, J. A. (2020). Response to Sheri Berman's Review of *The Narrow Corridor: States, Societies, and the Fate of Liberty*. *Perspectives on Politics*, 18(3), 905-906.

Agénor, P. R., & Pereira da Silva, L. A. (2022). Financial spillovers, spillbacks, and the scope for international macroprudential policy coordination. *International Economics and Economic Policy*, 19(1), 79-127.

Antwi, F., Kong, Y., & Gyimah, K. N. (2024). Financial inclusion, competition and financial stability: New evidence from developing economies. *Heliyon*, 10(13).

Appiah-Otoo, I. (2025). Financial Inclusion as a Pathway to Sustainable Economic Development in Ghana: Is More Financial Inclusion Better?. In *FinTech and Financial Inclusion* (pp. 17-37). Routledge.

Asongu, S. A., Agyemang-Mintah, P., Nnanna, J., & Ngoungou, Y. E. (2024). Mobile money innovations, income inequality and gender inclusion in sub-Saharan Africa. *Financial Innovation*, 10(1), 11.

Balassa, B. (2013). *The theory of economic integration (routledge revivals)*. Routledge.

Banga, K., Macleod, J., & Mendez-Parra, M. (2021). Digital trade provisions in the AfCFTA. *Supporting Economic Transformation*. (April).

Bulagi, M. (2025). Digital transformation and economic growth in Africa: Harnessing fintech, e-commerce, and AI for inclusive growth. *Development Finance Agenda (DEFA)*, 10(5), 12-13.

Coulibaly, S. (2021). COVID-19 policy responses, inflation and spillover effects in the West African Economic and Monetary Union. *African Development Review*, 33, S139-S151.

De Grauwe, P. (2020). *Economics of monetary union*. Oxford university press.

Demirguc-Kunt, A., Klapper, L., Singer, D., Ansar, S., & Hess, J. (2018). *The Global Findex Database 2017: Measuring financial inclusion and the fintech revolution*. World Bank Publications.

Esely, N., & Taonezvi, L. (2024). The nexus among digital financial inclusion, monetary policy transmission, and economic development in Sub-Saharan Africa. *Journal of International Economics and Management*, 24(2), 1-23.

- He, D. (2021). Digitalization of cross-border payments. *China Economic Journal*, 14(1), 26-38.
- Khan, A. M. (2025). Regional Integration In Africa: The Political Economy Of The African Continental Free Trade Area (Afcfta). *Policy Journal of Social Science Review*, 3(4), 320-330.
- Kose, M. A., Prasad, E., Rogoff, K., & Wei, S. J. (2005). The macroeconomic implications of financial globalization: a reappraisal and synthesis. *unpublished paper, November*.
- Lane, P. R. (2012). The European sovereign debt crisis. *Journal of economic perspectives*, 26(3), 49-68.
- Madala, S. (2018). African regional integration track: challenges and prospects.
- Mashamba, T., & Gani, S. (2023). Fintech, bank funding, and economic growth in Sub-Saharan Africa. *Cogent Economics & Finance*, 11(1), 2225916. <https://doi.org/10.1080/23322039.2023.2225916>
- Mathieson, D. J. (1988). Exchange rate arrangements and monetary policy. In *Monetary Policy in Pacific Basin Countries: Papers Presented at a Conference Sponsored by the Federal Reserve Bank of San Francisco* (pp. 43-80). Dordrecht: Springer Netherlands.
- Monye, O., & Monye, E. (2022). Regional integration in Africa: Proposals for an Africa-wide payment system. *Law, Democracy & Development*, 26(1). <https://www.ajol.info/index.php/ldd/article/view/245746>
- Mundell, R. A. (1961). A theory of optimum currency areas. *The American economic review*, 51(4), 657-665. <https://www.jstor.org/stable/1812792>
- Ngouana, C. L., & Tchana, F. T. (2024). Monetary policy harmonization for AfCFTA 1. In *Making the African Continental Free Trade Agreement a Success* (pp. 135-144). Routledge.
- Ngouhouo, I., & Nchofoung, T. N. (2022). Economic resilience in Sub-Saharan Africa: Evidence from composite indicators. *Journal of the Knowledge Economy*, 13(1), 70-91.
- Olaoye, O. O., Shaddady, A., & Tabash, M. I. (2025). Does FinTech enhance the effectiveness of financial inclusion to reduce income inequality? Evidence from Sub-Saharan Africa. *International Journal of Emerging Markets*.
- Olaoye, O. O., Zerihun, M. F., & Tabash, M. I. (2025). Structural transformation and sustainable development in sub-Saharan Africa. *African Journal of Economic and Management Studies*.
- Raithatha, R., & Storchi, G. (2025). The State of the Industry Report on Mobile Money 2025.
- Reid, M., & Siklos, P. L. (2020). *Building credibility and influencing expectations: The evolution of central bank communication*. Economic Research and Statistics Department, South African Reserve Bank.

Sangwa, S., Ndahimana, S., Dusengumuremyi, F., & Celestin, P. (2025). FINTECH INCLUSION IN AFRICA: BRIDGING INNOVATION DIFFUSION AND DIGITAL DEPENDENCE IN THE AFCFTA ERA. *Mbonigaba, FINTECH INCLUSION IN AFRICA: BRIDGING INNOVATION DIFFUSION AND DIGITAL DEPENDENCE IN THE AFCFTA ERA (August 01, 2025)*.

Sule, A. K., Eyo-Udo, N. L., Onukwulu, E. C., Agho, M. O., & Azubuike, C. (2024). Implementing blockchain for secure and efficient cross-border payment systems. *International Journal of Research and Innovation in Applied Science*, 9(12), 508-535.

Thiébaud, R. (2024). Advancing regional cooperation within AfCFTA through an integrated cross-border e-commerce system. *South African Journal of International Affairs*, 31(1), 45-68.

Wapmuk, S., & Ali, J. M. (2022). The african continental free trade area (AFCFTA) and regional economic integration: prospects and challenges. *Zamfara Journal of Politics and Development*, 3(1), 15.

World Bank Group. (2022). *Global economic prospects, January 2022*. World Bank Publications.